

L'Eurogroupe de dimanche exige des mesures d'austérité supplémentaires et une mise sous tutelle de la Grèce

On connaît désormais le document de l'Eurogroupe transmis cet après midi aux dirigeants de la zone euro, qui se réunissent actuellement.

Le document fait 4 pages.

Page 1 : <http://www.real.gr/Files/Articles/Document/432279.pdf>

Page 2 : <http://www.real.gr/Files/Articles/Document/432283.pdf>

Page 3 : <http://www.real.gr/Files/Articles/Document/432285.pdf>

Page 4 : <http://www.real.gr/Files/Articles/Document/432286.pdf>

Ce document comporte des passages qui ont fait consensus et des passages (entre crochets) qui restent débat.

Parmi ce qui fait consensus :

- l'adoption par le parlement grec d'une batterie de mesures, notamment sur la TVA et les retraites d'ici le 15 juillet (c'est-à-dire dans 3 jours!)
- l'exigence que le gouvernement grec fasse des propositions supplémentaires sur les retraites, sur la libéralisation du marché des biens, sur la libéralisation du marché du travail ; exigence de privatisations supplémentaires, notamment exigence que l'opérateur d'électricité ADMIE soit privatisé
- la mise sous tutelle de l'administration grecque par la commission européenne afin de « dépolitiser » l'administration publique
- l'obligation de soumettre les futurs projets de loi aux institutions européennes avant de les soumettre au parlement
- l'obligation d'honorer les futures échéances de remboursement de la dette
- aucune annulation partielle de dette (« haircut ») ne sera accordée à la Grèce

Il est indiqué que les mesures ci-dessus sont des conditions « minimales » pour commencer des négociations qui pourront éventuellement déboucher sur un programme d'aide (c'est-à-dire des prêts)... !

Parmi ce qui reste en débat (pas de consensus) :

- le transfert de 50 milliards d'actifs publics au sein d'un fonds géré par l'UE (et localisé au Luxembourg) qui serait chargé de privatiser pour rembourser la dette
- la discussion sur des mesures visant à lisser le service de la dette afin de s'assurer que les remboursements se fassent à un rythme soutenable. En tout état de cause, cette discussion est renvoyée à plus tard.

Il y a donc un consensus des créanciers pour exiger un durcissement des mesures d'austérité et une aggravation de la mise sous tutelle de l'État grec. Il demeure néanmoins quelques désaccords entre créanciers. En tout état de cause, cela rend un hypothétique accord encore plus odieux. C'est une raison supplémentaire pour s'opposer au projet d'accord.

Rupture immédiate des négociations avec la Troïka ! Aucun accord !

Réquisition immédiate de la Banque centrale grecque ! Émission d'une nouvelle monnaie inconvertible !

Contrôle des travailleurs/ses sur la monnaie et le commerce extérieur !

Annulation de la dette publique !

Nationalisation sous contrôle des travailleur/ses des banques et des entreprises stratégiques !

Gaston Lefranc, dimanche 12 juillet 19h30